

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 162. — 28 septembre 1963

ENCORE DES ÉLÈVES toujours moins d'argent

Le Pouvoir a choisi la semaine de la rentrée pour annoncer sa décision de réduire de 68 millions les subventions de l'Education nationale.

Mais aucune mesure d'économie ne frappe les crédits (4 milliards) consacrés à la force de frappe.

(Lire page 3)



(Photo A.D.P.)

Ne nous laissons pas attendre...

On se rappelle les succès remportés par M. Missoffe dans sa course éperdue après le bœuf. Impuissant comme un vulgaire gouvernement de la IV^e République à juguler les féodalités du bifteck, mon Pouvoir vient de passer un accord avec M. Drugbert, le puissant président du syndicat des bouchers.

Il s'agit, dans le cadre de l'opération « stabilisation », de permettre la vente des bas morceaux rendus présentables par l'utilisation de « l'attendrisseur ». Moyennant quoi, le pot-au-feu se transforme en « bifteck » vendu 12,90 F le kilo.

C'est ce qu'on appelle l'opération « micro-prix », qui a débuté à Paris. En fait, il s'agit de macro-prix concernant des morceaux vendus auparavant autour de 4 F le kilo. Il paraît, toutefois, que le prix du véritable bifteck serait abaissé. Mais comment le reconnaître à l'achat ? Malgré l'intervention de l'attendrisseur, le client aurait tort de se laisser attendre par tant de « bonne volonté ».

ALGÉRIE :

Trois tâches pour le second gouvernement

(Lire page 4)

Une nouvelle revue

M. Jacques Vergès, ancien défenseur des membres du F.L.N. et qui avait choisi la nationalité algérienne au moment de l'indépendance, vient de revenir à Paris pour y lancer « Révolution ». Cette revue, qui entend lutter contre les réformistes des partis ouvriers traditionnels, se propose de faire triompher le Marxisme « pur et dur ». Il aurait, dit-on, des amitiés chinoises. Il sera intéressant de suivre son audience au sein du parti communiste, et de la gauche trotskyste. Peut-être est-ce là une tentative de formation d'un regroupement sur des thèses chinoises.

Un mot trop gros

« Le Monde » souligne comme semblant « bien acquis que quelques jours avant l'« enlèvement » M. Guy Mollet alors président du Conseil, avait promis au prince Moulay Hassan, le futur souverain, que les déplacements du leader algérien, en vue de nouveaux contacts seraient facilités. »

Et après cela ce dirigeant de « l'Internationale socialiste » n'a pas eu l'ombre d'une hésitation pour couvrir la « vacherie » que lui faisaient les très réactionnaires services de sécurité en arrêtant l'avion des Algériens.

Pire qu'un crime... pire qu'une faute... On ne peut qualifier cela, il faudrait un mot trop gros.

Deux hommes sont morts

Hocine Smaani est mort. Il ne reverra plus la Kabylie. Il ne reverra plus sa femme ni ses trois enfants. Il avait

35 ans, ce n'est pas un âge pour mourir. Raymond Courtois est mort. Il avait 40 ans, c'est jeune aussi pour mourir, et c'est triste quand on a un gosse de 14 ans qui vous attend le soir, vivant. Un clapet qui fermait mal, un « accident bête ». Tout s'est déroulé très vite. C'était aux Hauts fourneaux de Grand-Quevilly.

Les ouvriers étaient descendus sans masque, Smaani d'abord, pour voir ce qui clochait, Courtois ensuite, pour sauver son camarade. On a pris des sanctions immédiates : on a renvoyé le contremaître...

Bien sûr il n'aurait pas dû les laisser descendre. Mais aucun des trois ne mesurait le danger. Le leur avait-on fait connaître ? leur avait-on expliqué les conséquences funestes et rapides du plus léger manque de précaution ? Non sans doute. Deux hommes seraient-ils morts, autrement ? Et un service de sécurité, n'en faisait-on pas l'économie ? deux ouvriers sont morts, deux familles ont perdu leur soutien. La direction de l'entreprise a trouvé un coupable : un autre ouvrier, et l'a renvoyé. La morale — bourgeoise — est sauve... et les dividendes des actionnaires ne seront pas réduits d'un centime.

Ils connaissent l'Algérie

Dans notre dernier numéro un écho s'en prenait au gouverneur Wallace « dont la hargne imbécile est au service d'une cause ignoble et de toute façon perdue » et aussi au Président Kennedy « dont les faux-semblants et atermoiements successifs n'ont fait que pousser les Wallaces à durcir leurs positions ». Il n'a pas fallu huit jours pour que l'assassinat de quatre fillettes noires et de deux jeunes garçons viennent tristement illustrer ce que nous disions.

Les dirigeants des U.S.A. qui ont déjà des ennuis avec Cuba s'apprennent apparemment à en avoir de très sérieux sur leur propre territoire. Les Noirs américains lisent les journaux et écoutent les nouvelles. Ils ne connaissent pas seulement la révolution cubaine. Ils connaissent aussi la guerre d'Algérie.

Bonnes paroles et mesures concrètes

Dans une déclaration devant les parlementaires U.N.R.-U.D.T., le secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes a déploré hypocritement les contrecoups que la politique du gouvernement algérien porte à sa propre économie. Puis il est passé aux choses pour lui plus sérieuses : « nous ne pouvons non plus rester indifférents à une nationalisation de journaux sans avertissement ni indemnité ». Et d'invoquer l'entorse « au libre droit d'expression » des Français d'Algérie. Dans le concret les bons sentiments du ministre français à l'égard du peuple algérien se traduiront, comme après la nationalisation des domaines Borgeaud et compagnie, par un nouveau coup porté à « l'aide ».

« Alger Républicain » a bien résumé l'intervention : « le ministre français, de Broglie, titre-t-il, défend les journaux O.A.S. qui ont été nationalisés ».

Rappelons à notre tour, que le gouvernement gaulliste était moins chatouilleux quand le terrorisme O.A.S. détruisait écoles, édifices publics, affamait et mitraillait les populations algériennes.

L'intervention de l'armée française — pourtant encore responsable de l'ordre — était alors bien timide tant contre les terroristes O.A.S. que pour apporter nourriture et soins aux populations.

A bas la rhétorique

Une campagne de banquets est engagée. Mille notables de l'opposition ont déjeuné à Saint-Honoré-les-Bains; dans la Nièvre, et entendu des discours véhéments contre le régime gaulliste.

La réplique du parti au pouvoir ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : « Nous ne sommes plus au temps des présidents Loubet ou Fallières. Les Français... n'attendent rien des discours creux de fin de repas. »

Ce à quoi François Mitterrand, qui prit une part très importante au « banquet des mille », a répondu, dans La Dépêche du Midi : « Si nous sommes au dix-neuvième siècle, la faute n'en incombe pas aux républicains. Chaban-Delmas-Morny, Frey-Persigny, Debré-Rouher, Pompidou-Laffitte offrent à la France un diner de têtes assez bien réussi sous la houlette d'un Louis-Napoléon Bonaparte qu'habitent les vertus bourgeoises de Louis-Philippe I^{er}. »

Et d'ajouter, d'un beau mouvement de plume : « Nous sommes à la mode de Lamartine ? Eux sont à la mode du prince-président. Nous retournerons déjeuner à Mâcon ? Ils ont déjà refait leur coup du 2 décembre. »

De son côté, M. Pompidou, ce félin qui sait donner des coups de griffe lorsque la poudre aux yeux (voir « plan de stabilisation ») ne suffit pas, a raillé devant les parlemen-

taires U.N.R.-U.D.T. ceux qui « déclenchent des campagnes de banquets dont l'ombre de Lamartine doit ressentir des haut-le-cœur ».

Laissons cette querelle autour d'une ombre. Aussi bien, Mitterrand, la comparaison avec le Second Empire risquerait d'être démoralisante si elle était poussée trop loin, car il semble bien que s'il n'y avait pas eu la guerre de 1870 et l'invasion étrangère, les Républicains d'alors auraient attendu longtemps la chute de l'Empire. En ce qui nous concerne, une certaine guerre d'Algérie a pris fin il y a plus d'un an.

Au vrai, ce n'est pas la vieille rhétorique républicaine qui menacera le régime et soulèvera les masses. Mais que les forces de gauche politiques et syndicales s'unissent sur un programme concret, adapté à notre époque, autour d'une équipe de remplacement, et alors les jours du gaullisme seront comptés.

Le billet de Jean Binot

Et vive la rentrée

Dans cette commune-dortoir de la banlieue parisienne où le dynamisme gouvernemental a implanté des baraquements en guise de lycée, une vieille écurie abritera les laboratoires et salles de sciences.

J'entends d'ici les imprécations de tous ces tenants de la hargne, de la rogne et de la grogne qui ne savent quelle peine faire au général dont l'attachement à la cause de l'enseignement public est exemplaire.

Et qui le prouve en permettant à ces lycéennes et à ces lycéens d'apprendre la physique dans une ancienne écurie.

Le Seigneur n'est-il pas né dans une étable, et le général, comme dit Pompidou, n'a-t-il pas rendu la dignité aux Français ?

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

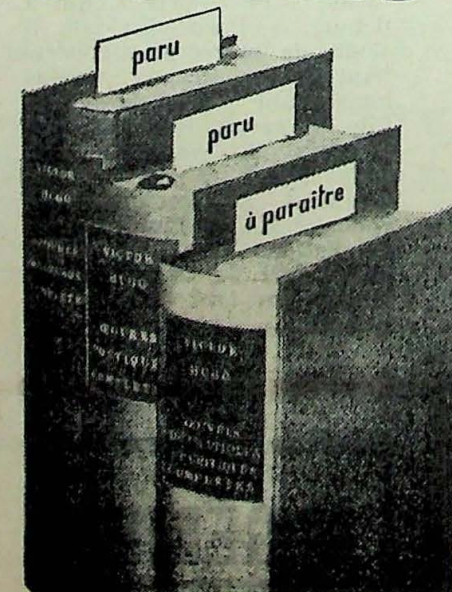
.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles le 3^e volume des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO à paraître prochainement.



Nous sommes heureux d'informer nos lecteurs que le 3^e volume de l'édition monumentale des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en 4 volumes va paraître prochainement. Après les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (tome I), les ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES (tome II), voici le tome III : ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES qui forment un volume de la même importance que les deux premiers (1600 à 1800 pages format 21 x 27, reliure pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée) comprenant tout le théâtre de Victor Hugo, non seulement Hernani dont la « première » fut le 14 Juillet de la révolution romantique, Ruy Blas, dont les récentes représentations à la Comédie-Française ont rappelé l'éternelle jeunesse, le délicieux Théâtre en liberté et toutes les autres grandes pièces, mais une foule d'œuvres inachevées réunies sous le titre de « Comédies Caissées » : les Jumeaux, les Dieux, les Etudiants, les Mêmes, qui seront une révélation pour beaucoup. A ce monument que constitue l'œuvre dramatique de Victor Hugo a été jointe toute son œuvre critique, ses Journaux Intimes et — ce qui est une des originalités de ce nouveau volume — les extraordinaires « Comptes-rendus des Tables Tournantes de Guernesey », illustrés d'une vingtaine de pages de dessins faits par la table tournante.

Nous rappelons que nous pouvons offrir à nos lecteurs les deux premiers volumes parus, actuellement en cours d'épuisement : poésies complètes et romans complets, aux conditions exceptionnelles suivantes :

1^o) 10 versements mensuels de 13,50 F. pour chaque volume vendu séparément, ou 3 versements mensuels de 42 F., ou 120 F. comptant.

2^o) 10 versements mensuels de 26 F. les deux volumes pris ensemble, ou 3 versements mensuels de 80 F. ou 228 F. comptant.

En ce qui concerne le 3^e volume : les ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES, volume qui, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera offert à la mise en vente au minimum à 135 F. comptant et à 150 F. en 10 versements, nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs d'un prix de souscription privilégié qui leur permettra

de l'avoir au même prix que les précédents volumes : soit 13,50 F. par mois pendant 10 mois, 42 F. par mois pendant 3 mois ou 120 F. comptant. Il leur suffira, pour bénéficier de ce prix de souscription, de remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et de joindre à leur envoi la somme de 13,50 F. par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! nous ne pourrions faire bénéficier nos lecteurs de ce prix de souscription que jusqu'à la mise en vente du volume, mise en vente qui doit s'effectuer en principe en Novembre mais peut avoir lieu à une date plus rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer immédiatement votre souscription à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

LES ŒUVRES POÉTIQUES
Magnifique volume (COMBAT)...
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...
inépuisable recueil (FIGARO)...

LES ŒUVRES ROMANESQUES
Un exploit à la vraie mesure de Victor Hugo (PARISIEN LIBÉRÉ)... une révolution dans l'édition (JOURS DE FRANCE)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON A ADRESSER à la LIBRAIRIE PILOTE (Service Littéraire de TRIBUNE SOCIALISTE) 30 rue de Grenelle, Paris. (Cocher les cases précédant les formules adoptées et biffer les mentions inutiles.)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.

2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote.

Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N°13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Ce versement 3 versements de 37,50 F. 8 versements de 13,50 F.

NOM

Adresse habituelle (ne pas donner votre adresse de vacances)

N° CCP ou bancaire

T.S. 9

Signature

OPPOSITIONS

AVANT-HIER universitaire, hier fondé de pouvoir le plus influent du capitalisme, aujourd'hui, chef de gouvernement régnant sur l'U.N.R. sans être membre de ce parti, voilà que, tout à coup, M. Pompidou se lance dans l'arène politique et emploie le langage polémique et acerbe d'un chef de parti outré des attaques de ses adversaires.

Que nous voilà loin du temps du mépris cher au chef de l'Etat et à son dévoué collaborateur.

L'infanterie ne suit pas !

Jusqu'ici, on traitait avec condescendance ces « péripéties » de politique intérieure et on envoyait l'artillerie lourde de la presse féale et de la Radio-Télévision servile pour corriger l'erreur de ces pauvres citoyens ignorants.

Que se passe-t-il donc de nouveau ?

Les travailleurs ne croient plus aux plans économiques même « habillés de social » !

Les paysans se lassent des tables rondes qui renvoient toujours au lendemain les solutions de survie de l'agriculture française !

Les citoyens, face à une rentrée scolaire

indigne d'un pays moderne, pensent que les crédits de la force de frappe sont vraiment des investissements improductifs !

Les familles constatent que la construction n'est qu'une affaire de statistique qui ne les loge pas !

Tous ceux-là « grognent » et « regrognent » et de plus en plus se groupent pour affirmer leurs protestations.

M. Pompidou sent le danger. Il contre-attaque.

Notre opinion sur tout cela ? C'est qu'il faut constater les faits positifs.

Le banquet des 1.000, même si sa composition est hétéroclite et ses arrière-pensées connues, est un fait positif.

Le dialogue P.C.-S.F.I.O., même s'il n'est que circonstanciel, et surtout défensif vis-à-vis du gaullisme, est un fait nouveau, lui aussi positif.

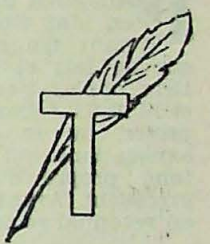
Les déclarations de Maurice Thorez sur le programme commun nécessaire au regroupement des forces de gauche n'entraînent peut-être qu'un dialogue au sommet, mais qui peut devenir également positif.

Nous ne pouvons ignorer tout cela. Mais nous devons affirmer notre conviction qui est que s'unir contre le gaullisme ne doit pas être seulement une alliance de circonstance avec tous ceux qui font profession d'antigaullisme, mais l'une des voies de pénétration de la future démocratie socialiste.

Partout où l'opposition se manifeste, nous devons y participer sans compromission en faisant entendre notre voix et en énonçant clairement notre programme et nos objectifs précis.

Souhaitons que le congrès du P.S.U. des 10 et 11 novembre trouve les réponses à donner et se situe dans cette opposition avec toute son originalité et sa foi.

Par lui, pourront, venant de la base des formations politiques et syndicales se recommandant du socialisme, se définir les méthodes d'actions directes qui renverront M. Pompidou à ses comptes courants et à ses anthologies.



Rentrée scolaire de pur style gaulliste

DES "ÉCONOMIES" DÉMENTIELLES

DEPUIS le 16 septembre au moins, les Français ont de nouveau les yeux fixés sur leurs écoles, leurs collèges et leurs lycées : dix millions d'enfants et d'adolescents y cherchent une place — et quelle place ! mais ceci est déjà une autre histoire.

La rentrée, de pur style gaulliste — faux-semblant sur toute la ligne — fait éclater un peu partout à travers le pays l'affligeante réalité sur laquelle le ministère s'efforçait de glisser : des lycées qui existent... sur le papier, comme à La Celle-Saint-Cloud ; d'autres en baraquements qui ouvriront le 30 septembre, ou plus tard, comme à Rueil ; d'autres qui n'ouvriront pas du tout comme à Marly.

Si l'on a pris soin cette année de pourvoir un peu mieux les chaires vacantes en professeurs agrégés ou certifiés — dans la région parisienne s'entend — ce ne peut être qu'au détriment de la province. Ne soyons donc pas autrement surpris que le recteur de l'Académie de Lille lance un appel « aux personnes désireuses d'enseigner » (on songe malgré soi aux affiches multicolores apposées il y a trente ans aux portes des gendarmeries : « Engagez-vous, rengagez-vous dans l'armée coloniale ! ») et ne nous étonnons pas que, dans le Vaucluse par exemple, les collègues techniques n'aient pu admettre que la moitié des candidats, cependant que les lycéens d'Albi soient en grève pour protester contre la fermeture, par ordre ministériel de la classe de techniciens supérieurs... Le désordre et l'incohérence battent leur plein.

Un tel succès explique sans doute pourquoi le gouvernement a choisi la semaine de la rentrée afin d'annon-

cer la décision de réquie de 68 millions les crédits d'équipement de l'Education Nationale ; le fameux plan dit de stabilisation était entré en vigueur et il fallait se hâter de publier la bonne nouvelle.

A ce propos, un léger retour en arrière présente quelque intérêt. Le 19 juin dernier s'est ouvert un débat — un pseudo débat — sur les problèmes de l'éducation nationale à l'assemblée ; ce débat trouva sa conclusion dans l'arbitrage que rendit le Premier ministre lors de la discussion du collectif : le budget d'équipement passait de 2,75 milliards pour 63 à 3,4 milliards pour 64. Encore convient-il de préciser que le ministre responsable avait réclamé 4,16 milliards, mais qu'il s'était incliné devant son premier ministre. Ce sont donc les 3,4 milliards qui sont amputés de 68 millions (de francs actuels, cela va sans dire).

Mais il y a mieux : emporté par son zèle, le ministre des Finances a, jusqu'à nouvel ordre, décidé le blocage des crédits maintenus, ce qui signifie, entre autres conséquences, si cet ordre imbécile est maintenu, que les constructions dont l'achèvement est prévu pour la rentrée de 64 resteront en chantier et que les bâtiments destinés à la Faculté des Lettres et dont l'édification est prévue à Nanterre attendront de plus favorables auspices.

Autre « particularité » à souligner : aucun crédit n'a été prévu au chapitre de l'Enseignement terminal du 1^{er} degré, lequel va devoir accueillir un nombre accru d'élèves dans le cadre de la scolarité prolongée. Il est permis d'écrire, sans forcer le sens des mots, sans céder à l'indignation la

plus légitime au demeurant, que l'équipe Pompidou, héritière de l'équipe Debré, organise, budget après budget, le démantèlement et la destruction de l'enseignement public ; les chiffres l'attestent avec éclat.

Mais le Pouvoir sait donner à sa politique des allures de défi ou de provocation. Dans sa dernière conférence de presse, le ministre Giscard a fait complaisamment connaître que les crédits consacrés à la force de frappe atteindraient 4 milliards en 64 et, bien entendu, qu'aucune économie n'affecterait les crédits militaires ! Ainsi l'a exigé le monarque.

Dans le genre comique — et cynique — il semble toutefois que le Premier ministre l'emporte, qui a eu le front de déclarer aux palabres de Beaulieu-sur-Mer que si les crédits d'équipement de l'Education Nationale avaient été réduits, c'était « pour imposer une réduction aux entrepreneurs sur leurs propres devis » ! Tartuffe est battu sur son propre terrain.

Ainsi ce n'était pas assez que par la loi Debré, une part des crédits qui déjà ne satisfaisaient point aux besoins de l'enseignement public fut détournée au profit de l'enseignement confessionnel ; ce n'était pas assez que les demandes de l'Education Nationale soient systématiquement réduites quand les crédits de folie et de mort sont accrus d'année en année pour être engloutis dans la force de frappe ! On rogne encore sur le peu que l'on accorde et par surcroît l'ordre de blocage est donné.

Jeunes filles et jeunes garçons se verront refuser l'accès du lycée, de la faculté, du modeste collège mais le budget de mort sera pourvu à la satisfaction du monarque ; c'est cela

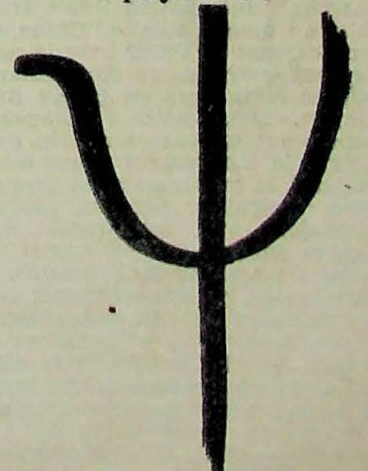
aussi, sans doute, l'année sociale annoncée par les jocrisses de l'U.N.R. ?

Jean-François Dazy.

Symbole graphique P.S.U.

Le concours annoncé dans « Tribune socialiste » du 6 juillet a suscité de nombreux projets intéressants. La commission de propagande rappelle qu'elle ne retiendra que les symboles graphiques simples. Les allégories complexes, les dessins nécessitant un commentaire écrit seront éliminés. Dans quelques semaines le concours sera clos.

Voici le projet n° 1 :



Un symbole pour le P.S.U. ?... Le psi !

LE SECOND GOUVERNEMENT ALGÉRIEN

A une cadence accélérée, l'Algérie s'est, en quinze jours, donnée une constitution, un président de la République, un gouvernement.

Ces trois faits politiques ont tous été inspirés, conçus et décidés par le parti unique du F.L.N.

Il ne nous appartient pas d'apporter notre accord ou notre désaccord sur les résultats de ces consultations populaires et leurs conséquences.

Trop de Français ont tendance à vouloir s'ériger en conseillers ou en censeurs. Certains se veulent plus Algériens que les Algériens, d'autres ont toujours gardé l'esprit de contestation pour tout ce qui se fait en dehors d'eux.

L'Algérie est indépendante. Nous avons tout fait pour qu'il en soit ainsi.

Évitons donc les jugements faciles et les conseils paternalistes inopportuns.

Nous n'avons pas à nous engager pour tel ou tel dans les problèmes de politique intérieure du jeune Etat.

Nous devons nous informer des faits, les analyser, les comprendre et en toute objectivité les commenter.

Le premier gouvernement algérien a-t-il rempli la tâche qui lui était fixée au lendemain des crises

politiques graves d'il y a un an ?

Pour l'observateur qui vit en Algérie, en toute impartialité, il est certain que, bien que tout ne soit par parfait, le travail réalisé en un an tient du miracle.

Face à de réelles difficultés : plus d'administration, finances précaires, économie délabrée, chômage de plus en plus accru... les responsables algériens ont, souvent empiriquement mais aussi souvent efficacement, paré au plus pressé et évité l'étouffement.

La nationalisation, la reconstruction, la réforme agraire ont irrévocablement commencé à trouver leurs premières solutions.

Les mesures politiques édictées, que certains trouvent trop rapides, ne pouvaient pas ne pas être prises.

L'installation d'un régime socialiste passe nécessairement par cette phase où des mesures anticapitalistes doivent être décidées.

Du reste, qui s'élèvera contre la nationalisation des biens d'un Borgeaud ? Contre celle d'une presse qui fut toujours à la solde des tenants de l'Algérie française ? Contre les spéculations réalisées, presque toujours, par des Algériens

prête-noms de capitalistes « rapatriés » ?

Personne, et surtout pas ceux qui se réclament du socialisme.

Ces premières mesures prises, il faut en assurer l'exécution. Pour cela, tenir compte des erreurs du premier gouvernement et essayer de pallier.

Ces erreurs sont normales.

Ce sont la lenteur dans l'étude des solutions, le manque de décision à tous les échelons, la bureaucratie paralysante, l'inadaptation aux responsabilités directes... c'est-à-dire presque toujours une séquelle du colonialisme passé. Comprenons ces hommes, hier toujours écartés des décisions, qui se trouvent maintenant totalement responsables.

C'est pour réparer ces erreurs que le deuxième gouvernement a été formé.

Sa tâche c'est de concrétiser les mesures prises ou à prendre :

- pour la réforme agraire,
- l'assainissement de l'administration,
- la lutte contre les privilèges.

Il était nécessaire de concentrer les pouvoirs afin d'éviter les interférences entre ministères (je pense

à l'Agriculture, au Commerce, à l'Industrie) et de donner un rythme plus rapide aux décisions ministérielles.

Bien sûr, tout ne sera pas encore parfait et il y aura des heurts, des indécisions, des oppositions.

Mais ce qui compte, c'est ce qui vit.

Et le peuple algérien est doté d'une vitalité exceptionnelle.

De toutes manières, pour un socialiste français, il est impossible de rester indifférent à tout ce qui se construit en Algérie.

Pour la défense de nos principes et les chances de succès de notre idéal, l'expérience socialiste algérienne mérite toute notre attention et tout notre appui.

Certes, elle a son originalité propre, elle de cherche sans doute encore, elle peut apparaître inspirée par les diverses sources du socialisme historique.

Qu'importe ! Les hommes qui construisent le socialisme ont bien de la chance de pouvoir, en leur maturité, voir grandir les expériences conçues dans le temps de leurs luttes révolutionnaires.

N'oublions pas que la victoire de leur révolution nous concerne, nous, socialistes français.

Harris Puisais.

LES RACINES HISTORIQUES DU CONFLIT SINO-SOVIÉTIQUE

POURQUOI une polémique de plus en plus violente, suivie maintenant d'une rupture diplomatique de fait et d'incidents de frontière, oppose-t-elle la Chine populaire et l'U.R.S.S. ? Dans quasiment toute la presse, on se contente de pseudo explications qui n'atteignent pas le fond propre d'un événement sans précédent. Avant de le juger, il faut en reconnaître toutes les racines.

Un parti communiste pas comme les autres

Le parti communiste chinois a eu une particularité unique entre tous les partis communistes de l'Internationale communiste de l'ère de Staline : sa stalinisation n'a jamais été complète ; il n'a jamais exactement appliqué les cours staliens. La doctrine politique de son principal leader, Mao Tsé-toung s'est toujours différenciée sensiblement de celle de Staline.

D'après Victor Serge (Mémoires d'un révolutionnaire), Mao Tsé-toung était en 1927, membre de l'opposition de gauche (trotskyste). L'auteur anonyme du chapitre sur la Chine, de l'ouvrage collectif *Stalintern* (écrit par des transfuges du Komintern devenus anticommunistes), a fait observer — et c'était avant 1949 — que Mao Tsé-toung, se tint en retrait des grands conflits de l'Internationale communiste, et sut toujours trouver des excuses pour éviter de se rendre à Moscou où il arrivait malheureux à tant de leaders trop peu souples ou malchanceux. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1935 que Mao Tsé-toung devint secrétaire du P.C.C., et c'était au milieu de la « Longue Marche ».

Après l'échec de la seconde révolution chinoise de 1927, le repli des cadres intellectuels et ouvriers du P.C.C. sur les campagnes, la longue guerre civile qui culmina avec la « Longue Marche » fut le premier exemple d'une action révolutionnaire de ce type, appuyée sur la paysannerie pauvre, qui servira de modèle à Tito, à Castro, aux Algériens, etc.

Le courant international de « front populaire » amena aussi en Chine, un rapprochement du P.C.C. avec le gouvernement bourgeois du Kuomintang. La Chine était alors en guerre avec le Japon. Mais cette « alliance » nationale eut un caractère très particulier : le mouvement communiste participa à la guerre avec ses propres armées, conduites par ses propres états-majors, avec ses propres méthodes et sur ses propres fronts (et seul sur les arrières de l'ennemi).

Cette seconde période d'alliance avec le Kuomintang fut de courte durée (sept. 1937-oct. 1939) et l'alliance de l'U.R.S.S. avec les impérialistes occidentaux dans la seconde guerre mondiale ne vit même pas s'interrompre les offensives anticommunistes de Tehang Kai-cheh, allié des démocraties occidentales.

De 1927 à 1949, date de l'achèvement de la victoire communiste en Chine, il y eut donc vingt années de guerre civile pour deux années de

Le conflit sino-soviétique est à l'heure actuelle au premier plan de l'actualité. En publiant ci-dessous l'article de Michel Lequenne, qui n'engage en rien la ligne politique du P.S.U., nous pensons ouvrir une confrontation sur ce sujet.

non-belligérance intérieure face à l'ennemi japonais.

Une vieille haine de famille

Dans cette situation, quelle fut l'attitude de l'U.R.S.S. de Staline ? Laissons ici la parole à Jack Belden, l'impartial journaliste américain qui nous a donné, avec *La Chine ébranlée* le monde, le livre majeur sur la période de 1945 à 1949 : « Si étrange que cela paraisse, à cette époque, les Russes soutinrent Tehang et non les communistes chinois. C'est l'Armée rouge soviétique qui installa les fonctionnaires nationalistes dans les villes mandchoues et les y protégea durant de nombreux mois. Cette collaboration était si bien établie que Tehang demanda aux Russes de maintenir leur armée plus longtemps qu'il n'était prévu en Mandchourie afin de pouvoir y amener encore plus de troupes grâce aux moyens de transport mis à sa disposition par les Américains. Durant l'été 45, Russes et Américains prêtèrent conjointement la main au généralissime » (Tehang Kai-cheh), et plus loin : « Le Kremlin qui, apparemment, était très sceptique quant aux perspectives d'après guerre de Mao Tsé-toung, décida de signer un traité avec Tehang qui reconnaissait son autorité, et uniquement la sienne, en Mandchourie. Ce traité, qui ne fut pas rendu public avant une semaine précédant le V-day, alors que la 8^e Armée de route (communiste) marchait déjà sur les villes, força les communistes chinois à se rendre compte que Staline était engagé à soutenir le gouvernement du Kuomintang. »

Le respect du traité par Staline alla loin. Le P.C.C. ne reçut pas un fusil de l'U.R.S.S.

Sans aide aucune de l'U.R.S.S., le P.C.C. prit cependant le pouvoir dans le plus grand pays du monde.

Sources théoriques des désaccords

Cette victoire eût été impossible en appliquant les conceptions théoriques de Staline de la révolution par étapes, imposant aux pays coloniaux et semi-coloniaux de laisser la direction de la lutte pour l'indépendance à la bourgeoisie nationale.

La lecture des œuvres de Mao Tsé-toung montre, en effet, à cet égard que tout en utilisant une phraséologie ambiguë et confusionniste empruntée à la grammaire stalinienne, les idées dans lesquelles il éduqua son parti n'étaient pas celles de Staline, mais se rattachaient à celles de Lénine avant octobre 1917.

Ainsi, traitant en 1940 de la liaison de la révolution démocratique bourgeoise avec la révolution socialiste, sans étape capitaliste, Mao écrivait : « Si l'on dit, des deux étapes de la révolution, la première est la condi-

tion préparatoire de la seconde, les deux étapes doivent être réunies sans intervention d'une période de dictature bourgeoise, c'est juste. » Ajoutons à cela qu'il considère que c'est le prolétariat (et son parti) qui doit diriger l'alliance des « classes ou fractions de classes souffrant de l'oppression de la bourgeoisie parasitaire nationale et de l'impérialisme » et l'on comprendra tout ce qui oppose Mao aux conceptions du front national dont on sait où elles mènent par notre expérience française. Fait caractéristique, dans ses écrits de 1939 à 1950, Mao cite très rarement Staline, et, quand il le fait, il s'agit d'écrits de la période antérieure à 1925.

Pourquoi la rupture si tard ?

Inévitablement se pose la question : pourquoi cette rupture idéologique avec Staline n'entraîna-t-elle pas alors une rupture de fait avec l'U.R.S.S. ?

Pour répondre à cette question, il faut rappeler à la fois combien la politique de Staline était empirique, et combien le P.C.C., dans des conditions comparables à nulle autre, lui opposa un empirisme égal, une résistance souple, opportuniste sur le plan idéologique ; une grande indépendance sur le plan de l'activité nationale accompagnant une feinte soumission extérieure.

Bien entendu, Staline ne s'y trompa pas. Mais le Géorgien savait attendre son heure, quoique pour les Chinois son heure ne vint pas.

Cependant, il ne désarma pas après l'instauration de la République populaire de Chine. Les accords d'aide à celle-ci furent misérables ; et ce n'est pas sans dessein que Staline contribua à l'ouverture sur le flanc du jeune Etat socialiste de l'abcès de la guerre de Corée, où l'U.R.S.S. laissa ses alliés sans aviation tandis que la Chine dut y jeter des masses d'hommes mal armés.

La lutte entre Chine et U.R.S.S. était sourde, feutrée, mais féroce comme une guerre familiale.

Le « stalinisme » des Chinois

Mais alors, pourquoi, aujourd'hui, la rupture survenue avec le post-stalinisme s'accompagne-t-elle, à l'envers de toute logique, d'une défense de Staline et du stalinisme contre ses dénonciateurs soviétiques ?

La fin de Staline n'a pas entraîné la fin de ce qui est l'essence du stalinisme. Si Staline, l'homme, est honni en U.R.S.S., c'est en tant que bouc émissaire de la bureaucratie à qui les progrès économiques du pays permettent une autre politique intérieure plus libérale. Mais à l'extérieur, la politique de l'U.R.S.S. reste guidée par les principes de l'ère stalinienne.

C'est le socialisme réalisé en U.R.S.S. qui convaincra de la supériorité du système socialiste et qui provoquera sa victoire mondiale. Par conséquent les partis communistes des pays avancés doivent emprunter la voie pacifique, parlementaire vers le pouvoir, et les pays coloniaux et semi-coloniaux ne doivent pas faire la révolution parce qu'ils ne sont pas mûrs. C'est là, la politique de statu quo social mondial, et, sinon toujours de socialisme dans un seul pays, du moins de socialisme en U.R.S.S. d'abord. L'équilibre international est recherché, non par la lutte de classes, mais par les accords diplomatiques.

Ceci a une implication directe dans les rapports de l'U.R.S.S. avec la Chine. La diplomatie soviétique exige que son aide extérieure aille en grande partie à des régimes de « bourgeoisie nationale » qu'il s'agit d'empêcher de verser dans le « camp occidental ». Cela se combine fort bien avec la politique de grande puissance de l'U.R.S.S. à l'égard des autres Etats du camp socialiste, faite de pression sur leur économie pour obtenir « une division socialiste du travail » qui assure au Kremlin une domination à la fois économique et politique.

Une puissance de l'importance de la Chine, née dans les conditions que nous savons, ne pouvait accepter longtemps ce cours comme des bureaucrates portés au pouvoir par les baïonnettes de l'Armée rouge. Mais c'est sous l'ère khrouchtchevienne que la Chine est arrivée à assez de puissance pour engager la lutte sur toutes ces questions avec le P.C. de l'U.R.S.S.

Or, si, grâce à sa longue lutte révolutionnaire, le P.C.C. n'a pas dégénéré comme les autres partis communistes, il a dû néanmoins payer son empirisme et son opportunisme par une bureaucratisation qui pèse lourd sur toute son activité théorique et pratique.

De ce fait, le P.C.C. a d'abord cherché ses alliés dans les opposants au sein des bureaucraties communistes : molotoviens-staliens en U.R.S.S., dirigeants menacés de perdre le pouvoir par le nouveau cours, telle la clique d'Enver Hodja en Albanie.

Ces alliés compromettent tout ce qui peut paraître juste de la cause chinoise aux yeux des communistes du monde entier. Et d'ores et déjà, il semble que, dans l'évolution que la polémique impose à la discussion, les communistes chinois qui trouvent maintenant de nouveaux alliés dans le mouvement communiste international — et des alliés que les références à Staline indisposent — tendent à amorcer un virage et à engager la critique de Staline, non pas du point de vue soviétique, c'est-à-dire, en tant que crimes d'un fou, mais à partir des erreurs politiques d'un corps : la bureaucratie soviétique.

Seul l'avenir dira si la direction du P.C.C. est capable de mener un tel effort de redressement jusqu'au bout. Si elle l'était, la face du mouvement ouvrier mondial en serait changée.

Michel Lequenne.

AU VIETNAM COMME PARTOUT AILLEURS LA TROISIEME VOIE EST COUPÉE

DES millions de gens, depuis quelques jours, ont fait connaissance avec Mme Nhu. Membre de l'Assemblée nationale du Vietnam (sud), femme du chef de la police, belle-sœur du chef de l'Etat — le président Ngo Din Diem — et du sous-chef de l'Eglise — l'archevêque de Hué — à la fois mondaine et fanatique, prude et coquette (un mélange de Marie Chantal et de Charlotte Corday), avec ses minauderies et ses mots à l'emporte-pièce, la Passionaria de la contre-révolution a fait une entrée remarquée sur les écrans de la R.T.F. Plus encore que les informations lointaines sur les troubles à Saïgon, plus encore que les reflets inquiétants (mais pour nous incompréhensibles) du sacrifice des bonzes, la présence presque physique de Mme Nhu a fait réfléchir les moins familiers avec ces problèmes. A travers cette petite personne, c'est toute la faiblesse d'un régime, son désarroi, sa fureur que l'on pouvait mesurer.

Un régime sans partisans

A première vue, il n'y a là rien d'extraordinaire. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement s'impose — ou qu'il est imposé de l'extérieur — contre la volonté quasi unanime d'une population. Les guérillas paysannes, les manifestations d'étudiants et de professeurs, les arrestations en masse, les patrouilles incessantes sont choses très répandues dans les confins du « monde libre », en Asie comme en Amérique du Sud. Du moins sait-on, en général, quels puissants intérêts soutiennent ces pouvoirs.

L'originalité du Vietnam est d'être une dictature sans appui, à l'intérieur comme à l'extérieur. Une poignée de profiteurs et quelques illuminés gouvernent par la terreur contre tout un peuple et au milieu de la réprobation générale.

Au début, sans doute, ce pouvoir s'est-il appuyé sur la minorité catholique (un million sur douze millions d'habitants). Le chef de l'Etat et les principaux dignitaires catholiques du gouvernement ont truffé l'administration, la police et l'armée de leurs coreligionnaires. Hier encore, Mme Nhu justifiait cette invasion par la supériorité intellectuelle des catholiques sur les autres membres de la population. D'une certaine façon, elle n'avait pas tort. Comme dans tous les pays de l'ancien empire colonial français, la conversion au catholicisme a été, pour les « élites » locales, la marque d'une soumission, d'une volonté de collaboration (au sens vichyssois du terme) avec les pays conquérants. C'est pourquoi les catholiques ont reçu, dans l'ensemble, une meilleure éducation et de meilleures places que les irréductibles. Consciemment ou inconsciemment — selon les cas — ils ont été les meilleurs auxiliaires de la colonisation.

Mais ces temps-là ne sont plus. Qu'on les juge basement politiques ou très hautement spirituels, il faut reconnaître que l'Eglise défend ses intérêts avec habileté. Un pape l'a dit clairement : elle doit survivre aux empires. C'est pourquoi, portée au début par les conquérants, elle s'efforce d'être bien vue des nationalistes. C'est pourquoi certains évêques vietnamiens prennent leurs distances à l'égard du cardinal beaufrère. C'est pourquoi, enfin, la diplomatie vaticane malgré sa prudence coutumière, entend bien tirer son épingle du jeu.

La réaction des Américains n'est pas tellement différente.

Mais alors, se demandera-t-on, comment Ngo Din Diem tient-il ? Catholique désavoué par le pape, « occidental » désavoué par Kennedy, comment se fait-il qu'il reste au pouvoir ?

A la recherche d'un bon nègre

Il faut d'abord se rendre compte que les Etats-Unis ont au sud-Vietnam des intérêts importants, non seulement stratégiques, mais financiers. Certes, c'est le contribuable américain qui paye. Mais ce sont aussi des entreprises américaines qui exportent. Ainsi, l'argent n'est pas perdu pour tout le monde. C'est ainsi qu'en 1962 les importations vietnamiennes se

sont élevées à 9.235 millions de piastres, sur lesquelles 3.937 millions de marchandises provenaient des Etats-Unis.

Premiers fournisseurs du Vietnam, avant le Japon (1.562 millions) et la France (1.360 millions), les Etats-Unis voient leur part s'accroître d'année en année, tandis que celle des autres diminue. Les dirigeants américains se rendent bien compte qu'ils jouent avec Diem une mauvaise carte, comme hier avec Batista ou aujourd'hui avec bien des dictatures sud-américaines. Mais ils ne peuvent pas non plus courir le risque de perdre, en le perdant, leurs avantages militaires et économiques.

La politique américaine au Vietnam est donc prisonnière des mêmes contradictions qu'en Amérique du Sud ou que la politique française, en Algérie, avant les accords d'Evian. Partout, l'impérialisme voudrait bien se débarrasser de ses alliés les plus compromettants, de ses laquais les plus compromis. Mais pas au point de

Ce rêve n'est pas nouveau. C'était aussi celui de de Gaulle et sa dernière déclaration sur le Vietnam donne à croire qu'il n'y renonce pas.

Une illusion gaulliste

A l'époque du R.P.F. et dans les années qui suivirent — du temps où il recevait à Colombey-les-Deux-Eglises l'ambassadeur tunisien Masmoudi — de Gaulle aimait flirter avec les nationalistes convenables. Ses représentants les plus qualifiés en Indochine cherchaient désespérément les interlocuteurs valables, tels que ce général Xuan — général de l'armée française et inventeur d'un canon — qui rêva de renverser Bao Dai et de proclamer avant Diem la République du Vietnam.

Les milieux gaullistes et le capitalisme éclairé révèrent encore, après les accords de Genève, à la coopération entre la France et les deux Vietnam. Rentrant d'un voyage d'affaires

Ces rêveries sont aussi dérisoires que les vœux pieux du président Kennedy. L'« Occident » est condamné à soutenir des régimes de plus en plus impopulaires ou à accepter l'unification du pays sous la direction du gouvernement socialiste de la R.D.V.N. Ce n'est pas seulement le résultat d'une évolution historique, c'est une évidence de la géographie.

Toute l'industrie, toutes les ressources minières sont au nord. Le sud ne produit que du riz (deux millions et demi d'hectares, soit la moitié du territoire) et du caoutchouc (100.000 hectares d'hévéas). Coupée de ses débouchés naturels l'économie du sud-Vietnam voit ses exportations diminuer régulièrement, tandis que les importations augmentent. En 1962, le produit des exportations ne couvrait plus que 21 % des importations vietnamiennes, c'est-à-dire que l'économie du pays reposait entièrement sur l'aide extérieure.

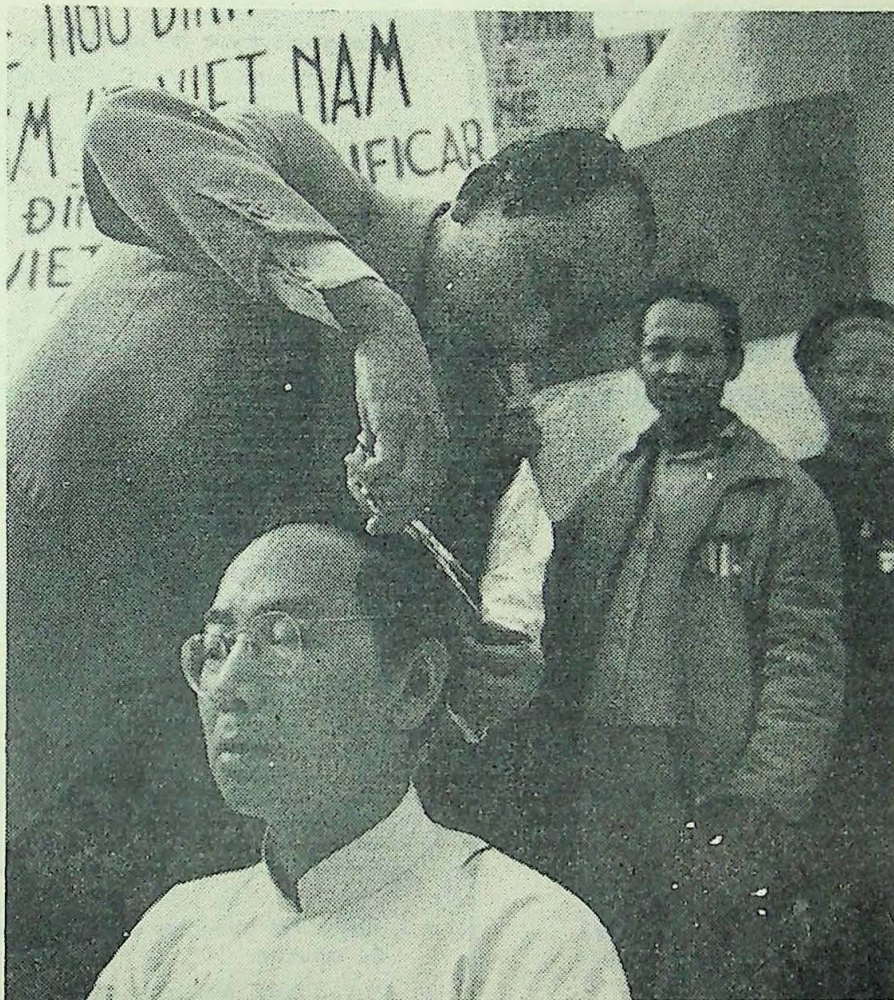
L'inflation et la hausse des prix sont, dans ces conditions, inévitables. Au mois de juillet 1963, l'indice des prix alimentaires à Saïgon atteignait 251 par rapport à 1953. Sur la même base l'indice des prix du riz était de 146 et l'indice général des prix de gros de 181. Tandis que la misère s'accroît, la population augmente, lentement mais régulièrement, de 1,5 % par an. L'explosion est inévitable.

Les éléments éclairés de la bourgeoisie, ceux dont rêvent à la fois Kennedy et de Gaulle, peuvent se rallier au socialisme ou bien mener contre leur peuple un dernier combat, rageur et féroce : ils ne peuvent plus jouer, dans ces circonstances un rôle historique.

Déjà les campagnes sont aux mains des partisans Vietcong. Comme hier en Algérie, l'insurrection est maîtresse de la moitié du pays pendant le jour et de la quasi totalité pendant la nuit.

L'unité du Vietnam ne naîtra pas des combinaisons sous-gaulliennes ou des subtils dosages de la diplomatie, même à la faveur d'un nouveau Yalta khrouchevien. C'est le combat du peuple vietnamien, avec tous ses alliés du tiers monde, qui l'imposera tôt ou tard.

Manuel Bridier



Cet homme se fait sacrer bonze, en plein Paris, au cours d'une manifestation qui s'est déroulée devant l'UNESCO.

laisser aux peuples leur libre choix, pour qu'ils s'égarent, comme à Cuba, sur les routes du socialisme.

Aussi cherche-t-on partout le « bon nègre », assez représentatif pour avoir la confiance des siens, assez « compréhensif », en même temps, pour les intérêts de l'impérialisme occidental. Et l'on doit constater partout que ce bon nègre n'existe plus, que la troisième voie est coupée.

Pourtant, au Vietnam, la bourgeoisie commerçante, les propriétaires fonciers, l'ancienne aristocratie mandarinale constituait un ensemble de couches sociales beaucoup plus important que dans la plupart des autres pays du Tiers Monde. Cela ne suffisait pas, cependant, pour qu'elle y puisse jouer un rôle historique « intermédiaire ». Une partie de ces cadres s'est discréditée à jamais comme agent du colonialisme. Une autre, touchée par la crise, a rallié le camp socialiste. Divisés, incertains, les représentants de cette bourgeoisie ne peuvent plus constituer la base sociologique d'un gouvernement ayant quelque apparence de popularité.

L'existence d'une bourgeoisie à la fois nationaliste, libérale et anti-communiste, formée de jeunes techniciens honnêtes, efficaces et dynamiques, l'existence de couches bourgeoises nouvelles capables de prendre la relève des vieux politiciens pourris est un mythe qui n'a d'autre réalité que dans les rêves les plus roses du président Kennedy.

au Japon, M. Lefaucheur, alors président directeur-général de la Régie Renault, fit une halte à Hanoï. Un projet fut établi pour l'installation d'une usine de montage au Nord-Vietnam. Une société franco-vietnamienne, avec participation de l'Etat français et de la République démocratique du Vietnam, devait en outre exploiter les gisements de houille du Tonkin.

C'est l'intervention des U.S.A. qui fit échouer ces projets. Le gouvernement américain fit savoir que le port de Haiphong entrerait dans la liste des destinations interdites, pour lesquelles toute « fourniture stratégique » (et les équipements industriels étaient ainsi qualifiés) entraînerait contre le fournisseur une sanction des U.S.A.

Dès lors, la rupture entre les deux Vietnam était consommée. Le nord industriel et minier trouvait en U. R. S. S. une aide technique efficace. Le sud agricole sombrait dans la misère.

C'est un peu la rancœur d'une opération ratée, le ressentiment contre les Etats-Unis rendus responsables de son échec, que l'on retrouvait il y a quelques jours dans les propos du général de Gaulle. Mais c'est aussi l'illusion que l'on pourrait aujourd'hui reprendre et réussir les combinaisons d'autrefois. Et ce n'est pas par hasard que le petit groupe des émigrés vietnamiens à Paris, parmi lesquels le général Xuan, applaudissait ses paroles, rêvant tout haut de remonter sur la scène.

Le procès des 21 réfugiés espagnols

Vingt et un réfugiés espagnols ont été arrêtés, la semaine dernière, à la suite d'une gigantesque opération de police contre les anarchistes espagnols réfugiés en France. La plupart d'entre eux ont été déferés au Parquet de la Seine sous l'inculpation d'association de malfaiteurs.

Il n'échappe à personne que ces opérations de police n'ont pu être effectuées par les autorités françaises qu'en liaison avec les autorités franquistes. C'est le couronnement d'une longue suite de concessions et de complaisances de la V^e République à l'égard du gouvernement de Madrid.

De nombreuses protestations se sont élevées dans tout le pays contre ces mesures sans précédent, et le Parti Socialiste Unifié a été un des premiers à s'indigner de ces poursuites et à dénoncer cette collusion du régime gaulliste avec le régime dictatorial de Franco « au moment où le peuple espagnol, et spécialement sa classe ouvrière et sa jeunesse étudiante multiplient les actions de toute nature pour renverser le franquisme ».

Parmi les emprisonnés se trouvent un homme de soixante-six ans, ancien lieutenant-colonel des milices républicaines, un autre tuberculeux à 100 p. 100, deux fils de républicains espagnols morts en déportation.

Tous ont protesté avec indignation contre le caractère odieux de leur inculpation.

Leur défense est assurée par des avocats membres du P.S.U. et notamment par nos camarades Yves Jouffa, Yves Dechezelles et Daniel Jacoby.

Le dossier du Congrès National

Stratégie d'unité - Alliances, rapports entre le Parti et les syndicats

Ce texte a été préparé par une commission de la 16^e section, ouverte à tous et qui a groupé des camarades, répartis de façon différente entre les tendances d'Alfortville, mais jugeant aujourd'hui que, pour aller de l'avant, il faut dépasser les anciennes divisions. Ils ont cherché, en dehors de toute atmosphère passionnelle, à aborder les problèmes au fond plutôt qu'à les traiter tous.

1. Généralités.

1° Sous peine de conduire à des opérations purement tactiques et sans perspectives, la stratégie des alliances ne peut être définie isolément. Elle dépend de la conception que l'on se fait du programme de transition (point 1) et des objectifs prioritaires que l'on détermine (point 2). Elle suppose surtout un renforcement du P.S.U. (points 4 et 5), qui doit être capable de se tourner vers l'extérieur, de prendre les initiatives nécessaires et d'agir comme force autonome auprès de ses partenaires. Ainsi les questions soumises au Congrès forment un tout logiquement ordonné dont il ne faut sacrifier aucune partie.

2° Le courant d'unité qui se développe en France entre les forces de gauche est un fait positif et important : l'unité est conquérante par elle-même, indépendamment de son contenu ; il est plus que jamais nécessaire d'unir contre le régime gaul-

liste toutes les forces populaires. Le P.S.U., qui s'est toujours présenté comme le parti de l'unification socialiste, doit donc s'inscrire à fond dans le courant unitaire : c'est ainsi qu'il pourra travailler à l'orienter vers des perspectives justes celles de tout socialiste. Le P.S.U. doit participer pleinement à toutes les batailles défensives qui répondent aux provocations du régime gaulliste, mais il doit être conscient que ces batailles sont insuffisantes pour provoquer la chute du régime, parce qu'elles ne lui opposent pas d'alternative.

3° Dans les circonstances présentes, il est faux de vouloir subordonner la lutte pour l'unité à une discussion globale ou à un accord général sur les solutions de remplacement à opposer au régime gaulliste (cf. plus loin par 4). Ce qu'il faut, c'est partir du concret, donner la priorité à des actions susceptibles de pousser les travailleurs à prendre conscience de la nécessité d'une profonde transformation des structures économiques et sociales. Il faut montrer que de telles transformations ne peuvent se faire dans le cadre du système capitaliste actuel ; elles supposent le renversement préalable du régime gaul-

Ces actions, ce sont nos objectifs prioritaires : c'est au P.S.U. qu'il appartient de les déterminer, de les populariser. Le Parti fera alliance sur ces objectifs limités avec toutes les forces de gauche qui seront d'accord,

sans exclusive. Ce sont donc les objectifs qui sont prioritaires : les alliances leur sont nécessairement subordonnées.

4° Une telle conception de la stratégie d'unité ne suppose nullement l'abandon de la discussion sur les perspectives plus lointaines : situation actuelle du mouvement ouvrier et moyens de construire le socialisme démocratique en Europe. Cette discussion doit être menée dès maintenant, mais il faut savoir qu'elle sera longue et, sous prétexte de résultats immédiats, se garder des « raccourcis » dangereux. Le P.S.U., conscient de l'écho que ses propositions ont rencontré au sein de certains courants dans les autres organisations, ou dans les milieux influencés par celles-ci, doit continuer à favoriser le développement de ces courants. Cela suppose que le parti garde son entière liberté d'initiative vis-à-vis des autres organisations : celles-ci ont une évolution plus ou moins rapide, une situation interne différente. Le P.S.U. peut discuter avec chacune d'elles, suivant des formes spécifiques et éventuellement sur des questions différentes.

2. Rapports avec les syndicats.

1° Les perspectives sont différentes entre un mouvement syndical qui poursuit surtout des actions revendicatives et un parti politique qui vise à la prise du pouvoir. Personne ne saurait interdire au P.S.U. de donner aux batailles revendicatives leur signification et leurs prolongements politiques.

2° A l'heure actuelle les syndicats restent la force la plus efficace de résistance au gaullisme ; ils sont aussi le meilleur agent de mobilisation des travailleurs. Tout ce qui affaiblit la position des syndicats renforce de Gaulle.

3° Les cadres syndicaux ont souvent été dans le passé des éléments favorables aux idées de renouvellement que nous mettons en avant ; beaucoup peuvent encore être gagnés à ces idées et c'est le rôle du P.S.U. d'y travailler, mais il faut condamner l'idée fautive selon laquelle la rénovation du mouvement ouvrier implique la dénonciation permanente des cadres du mouvement syndical.

4° Il est souvent difficile de tracer une barrière nette entre domaine syndical et domaine politique ; la coopération s'impose donc dans le respect de l'autonomie de chacun. Cette coopération doit d'abord être organisée au sein du P.S.U. entre la direction du Parti à tous les échelons et les militants syndicalistes du Parti.

3. Rapports avec les autres partis de gauche.

Si l'on doit se féliciter du nouveau climat qui s'instaure dans les rapports entre la S.F.I.O. et le P.C.F. et qui ouvre de nouvelles possibilités à l'unité ouvrière, il est en outre indis-

pensable que ce rapprochement ne s'enlise pas dans une simple alliance tactique de type « union des Républicains », mais qu'il pose les véritables problèmes de l'alternative socialiste dans l'Europe d'aujourd'hui. Une telle perspective implique que le P.S.U. impose sa présence et propose ses solutions sur ce que pourrait être un véritable gouvernement de transition vers le socialisme, après la chute du régime gaulliste. Cependant, les conditions d'une discussion avec les deux partis de gauche traditionnels ne sont pas identiques :

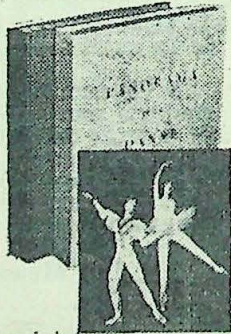
1° S.F.I.O. : par suite de la faible importance de sa base militante dans la plus grande partie du pays, le dialogue aura le plus souvent tendance à être une négociation de sommet et trouvera difficilement un prolongement à la base ; en revanche, la relative démocratie interne de ce parti permettra à nos positions d'être plus largement répercutées, non seulement à l'intérieur de la S.F.I.O., mais aussi dans les milieux qu'elle influence encore et qui sont susceptibles d'être gagnés à nos idées.

2° P.C.F. : aucune politique de la gauche n'est concevable sans l'association des militants du Parti communiste ; l'évolution du monde communiste conditionne donc toute l'évolution de la gauche française. Or, le maintien d'une direction qui évite les discussions sur les problèmes de fond ou qui discute suivant des méthodes encore stalinienne, rend le dialogue au sommet difficile et impose de le situer en même temps à la base. Il faut donc que soient utilisées toutes les occasions de rencontre avec les militants communistes, dans les secteurs où ces rencontres sont faciles : étudiants de l'U.E.C., syndicalistes de la C.G.T., militants communistes avec lesquels nous sommes en contact dans les organisations de masse, etc. La crise ouverte entre le P.C.F. et les étudiants communistes, les discussions entre les partis communistes français et italiens, avaient eu déjà des conséquences notables. Aujourd'hui, la rupture entre Moscou et Pékin est un fait capital. Notre rôle n'est pas de nous situer en spectateurs lointains ; il n'est pas non plus d'adhérer à l'un ou l'autre camp. Le rôle du P.S.U., et il est seul à pouvoir le remplir, consiste à prendre clairement position sur les problèmes concrets et de faire l'effort d'analyse qui permette de mettre en évidence la signification réelle des problèmes au-delà de la forme que prennent les affrontements. C'est à cette condition que nous pourrions intervenir dans le débat et élargir le cercle de notre influence.

Compte tenu de cette analyse, le P.S.U. doit saisir toutes les occasions pour prendre lui-même l'initiative d'ouvrir avec l'un ou l'autre de ses partenaires les confrontations qui lui permettront de populariser ses idées et de se renforcer, en se tournant vers l'extérieur.

Paris (16^e)

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

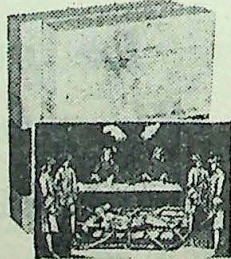


PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)

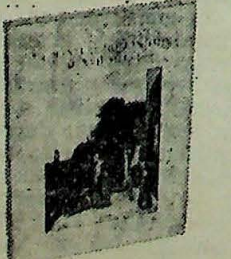


AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, passé à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève la voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

.....fr somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat pour un montant total de

chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

Nom

Profession

Adresse

Service littéraire « Tribune socialiste »

Ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas

Dans leurs propositions pour le III^e Congrès, les militants de la Fédération du Gard indiquent : « La tendance à remplacer l'activité pratique par l'élaboration de plans et de projets aboutit à susciter des discussions obscures et à durcir les positions des uns et des autres. »

Cette pratique se retrouve d'ailleurs à tous les échelons du Parti, et il est caractéristique de voir nos congrès occupés par de longs développements sur des projets d'avenir, alors que personne ne connaît la manière dont les précédentes décisions ont été appliquées à l'échelon des sections et des Fédérations. Est-ce l'une des conséquences de la composition sociale du P.S.U. ou s'agit-il des séquelles de la plus mauvaise tradition ?

C'est pour cela que les militants de notre Fédération considèrent à juste titre que nos alliances sont liées à nos objectifs, ceux-ci devant être choisis en fonction de nos possibilités réelles et des priorités.

Nous avons déjà mis en place un cadre de travail (Front socialiste) et nous savons qu'il s'agit là d'une pratique constante liée aux problèmes locaux et régionaux nous permettant de faire passer dans les masses l'idée de l'alternative socialiste.

Cette stratégie exclut OBLIGATOIREMENT le sectarisme, la centralisation et la fausse démocratie des appareils hiérarchisés ; elle demande au contraire une grande souplesse, une ouverture constante vers les forces productives les moins traditionnelles et une lutte intransigeante contre les formes d'unité aboutissant à une démocratie « renouvelée ».

Beaucoup de nos camarades, en contact permanent par situation sociale ou affinités politiques avec les hommes des appareils traditionnels, s'imaginent régler le problème de l'unité par l'établissement d'une série de conditions et le choc psychologique que leur publication créera ; je doute de plus en plus de l'effica-

(Suite page 7.)

des 9, 10 et 11 Novembre

(Suite de la page 6.)

citée d'une telle méthode, car elle s'adresse aux « animaux politiques », aux archéologues de la tradition et aux spécialistes des fusions, refusions et contre-fusions, et autres scissions.

Elle ne tient aucun compte du reste, c'est-à-dire des 80 p. 100 se situant en dehors de ce circuit sclérosé.

Il serait bon pourtant de connaître les véritables dimensions du courant unitaire qui semblerait se développer. Touche-t-il véritablement les masses en dehors de quelques « s'ils pouvaient s'entendre » et autres vœux sans prolongements concrets ? J'en doute, et même la poussée vers les syndicats, succédant aux grèves de ce début d'année, semble progressivement perdre de son importance.

Croire à un nouveau 1936 et agir en fonction d'un tel objectif est la négation même de notre existence. Notre rôle me paraît plus ingrat mais beaucoup plus efficace : il ne s'agit pas d'unir, mais plutôt de rénover.

Rénover en tenant compte de la dépolitisation des masses (dépolitisation au sens classique), de l'apparition de nouvelles générations de travailleurs et de l'évolution de certaines minorités au sein des organisations ouvrières et paysannes.

Rénover en agissant avec le plus

grand désintéressement et en associant à nos actions le plus grand nombre possible de sympathisants, d'inorganisés.

Rénover en remplaçant une fausse discipline par une coordination extrêmement poussée.

Rénover en rejetant toute alliance qui, sous prétexte de défendre un droit démocratique, aboutit en fait à donner la direction de la lutte à une fraction bourgeoise (même socialiste en paroles), cette alliance, même si elle est « payante » dans l'immédiat, désarmerait les travailleurs.

Rénover, en adaptant les principes de lutte des classes aux nouvelles formes d'exploitation, en se battant à tous les niveaux et en ne jouant pas sur les mots.

Rénover, c'est enfin lier les actes à nos paroles.

Voilà pourquoi, sans nous désintéresser du courant d'unité, tout minimise soit-il, nous devons nous développer sur nos propres bases pour créer, dans l'esprit du renouveau socialiste, un vaste mouvement d'opinion en faveur de la démocratie socialiste, mouvement d'autant plus puissant et efficace qu'il plongera ses racines dans les masses inorganisées politiquement.

J. Compère (Gard)

Vers la clarté

Le problème des alliances d'un parti est déterminé par ses prises de position politique qui sort des travaux d'un congrès, le problème des alliances n'est qu'un des aspects de l'action proposée au parti.

Que veulent les camarades du courant dont le texte 2 est l'émanation : des mots d'ordre clairs, précis, concis, qui puissent guider l'action du parti et qui soient intelligibles à tous. Dans l'approfondissement théorique des textes, nous serons toujours battus par les tenants de la IV^e Internationale.

Sachons d'abord définir notre ennemi : la réaction. Son visage n'a pas changé. Ses appuis restent les mêmes : le capitalisme, l'armée, les cléricaux. Ils sont plus triomphants que jamais. La haute banque est au pouvoir ; l'armée regorge de milliards ; la laïcité de l'école et de l'Etat est devenue lettre morte.

Nous avons à nos côtés deux partis traditionnels qui ont le même ennemi. Alors nous devons, inlassablement, malgré l'opposition des appareils, tenter l'union sans exclusive de toute la Gauche.

Rappelons notre but : le socialisme, la démocratie et la paix. L'évolution de l'U.R.S.S. permet d'espérer maintenant cette réunification des forces socialistes qui paraissait si lointaine. Nos alliés, nos compagnons de combat, ce sont tous ceux qui veulent la justice sociale en vue de l'édification du socialisme.

La tâche pour le « Front socialiste » est facilitée par l'éclatement du parti radical, les uns s'étant enfoncés dans les dédales de la réaction et les autres, frappés d'une illumination sincère, ayant compris qu'il n'est pas possible de faire sa part au capitalisme et que la libération de l'homme ne sera assurée que par la destruction du capital. Si le Front populaire n'a pas pu aller au-delà du programme minimum fixé au départ, c'est avant tout parce qu'il a été stoppé par l'un de ces éléments : la majorité réactionnaire des radicaux.

Eux disparus, le Front populaire devient le Front socialiste. Mais, en 1963 comme en 1936, la puissance ne reviendra à la gauche que si elle se donne avec confiance à l'unité d'action. Et cette unité dans l'action ne sera possible que si, aujourd'hui comme au temps glorieux et si défamé du Front populaire, nous nous entendons sur un programme minimum.

Pour fixer un programme, il ne faut, ni comme Laval avec ses décrets-lois ni comme Debré avec ses ordonnances, aller fouiller les fonds de tiroir des ministères et rechercher dans les moindres détails des projets de réalisations techniques. Comme en 1935, il faut établir le programme de la première étape. Puissions-nous le réaliser — comme naguère le gouvernement de Front populaire en

quelques semaines, grâce à l'élan du peuple — et puis, si la situation internationale reste propice, nous diriger enfin vers d'autres victoires !

Nos alliances sont donc strictement limitées : nous n'acceptons pas ceux qui sont les alliés de la réaction, soit par leur attachement à cette V^e qui rappelle, malgré elle, par tant d'aspects, le gouvernement de Vichy, soit par leur alliance avec le capitalisme et le cléricisme. Pas de main tendue avec le capitalisme et le cléricisme. Pas de main tendue à la droite fascisante ou libérale, au M.R.P., aux radicaux de droite. Alors il reste la masse immense des syndicalistes et des militants axés vers le socialisme.

Nos moyens d'action sont également limités. Le P.S.U. ne peut qu'espérer être le catalyseur de l'union de la gauche. Il doit se refuser à entrer dans un des deux camps : P.C. ou S.F.I.O. La vertu de son action dépend donc de son indépendance. Condamnons donc la campagne qu'un hebdomadaire, depuis des mois, a engagée pour que nous rentrions sous la bannière socialiste, sous prétexte que le mouvement ainsi créé serait plus fort pour discuter avec le P.C. L'absorption du P.S.U. retarderait le jour de l'unité.

Le parti, s'il veut réussir dans sa tentative d'union, doit prendre conscience qu'un accord n'a de chance de se réaliser que s'il est conclu avec l'appui total des appareils de chaque parti. Certes, nous devons, d'une part, continuer à dire que la S.F.I.O. devrait rompre avec ceux qui, comme Lacoste et Lejeune, lui ont fait tant de mal, comme aussi renoncer à proclamer : « l'analyse des désaccords fondamentaux entre communistes et socialistes rend impossible actuellement non seulement l'unité organique mais l'unité d'action (décision du Comité directeur de la S.F.I.O. du 3-7-63) ». Nous devons, d'autre part, persister à soutenir que le P.C.F. devrait se dégager complètement de sa gangue stalinienne et s'engager dans la voie de la constitution d'un parti démocratique. Mais ce n'est pas en cherchant le débauchage individuel, dans une action à la base dont nous serions les premières victimes, que nous pourrions réaliser le but de nos alliances : un Front socialiste — c'est-à-dire un Front populaire groupant tous les socialistes et rien que des socialistes.

Mais la marche vers la victoire ne peut se poursuivre dans le cadre étroit des frontières. Nos alliances doivent aller au-delà de la nation et du conglomérat de l'Europe des Six. Tout ce que nous pourrions faire sur le plan international doit être tenté auprès de tous les partis qui se réclament du socialisme, de la démocratie et qui sont animés de la volonté de la paix sans laquelle les victoires ouvrières sont toujours éphémères.

Claude Willard.

Pour reprendre l'initiative

Comment faire progresser la politique du Front socialiste dans la période actuelle ? C'est la question à laquelle devra répondre le Congrès, en définissant des objectifs et une méthode capables d'aider à ce rassemblement de toutes les forces populaires. A cet égard, les évolutions déjà visibles l'an dernier se sont confirmées et approfondies. La tactique unitaire de la S.F.I.O. dépasse nettement le cadre de l'opportunisme électoral, il s'agit d'un choix véritable, non pas souhaité mais nécessaire ; la logique de la lutte contre le régime est plus forte que les tentatives de compromis. Les conflits sociaux du printemps et ceux qui s'annoncent ôtent aux dirigeants socialistes la liberté de rebrousser chemin. Du côté communiste, le changement est encore peu sensible mais sera plus fondamental. Le conflit sino-soviétique met à mal le monolithisme théorique et pratique du mouvement communiste international, ruine la justification idéologique des Blocs, bref prépare les voies au polycentrisme. Le P.C.F. ne pourra pas échapper longtemps aux conséquences de cette crise. Ainsi devient-il possible de redonner une unité d'action et une autonomie de décision au mouvement ouvrier français.

Sans doute, cette évolution ne s'effectue pas sans réticence ni sans détours.

Les bureaucraties, qui ont fondé leur puissance sur l'immobilisme et dont les erreurs se justifiaient réciproquement, cherchent à la retarder ou au moins à la détourner de son sens. Il ne faut pas attendre de Mallet qu'il renonce de lui-même aux tentations du centrisme, ni de Thorez qu'il accepte rapidement une politique indépendante du P.C.U.S. Mais leur marge de manœuvre se rétrécit. Bien des obstacles seraient levés si le Parti cessait d'assister en spectateur à ces affrontements et intervenait pour orienter le courant d'unité.

Tel est le but de la proposition de *contrat*. La méfiance et les divisions restent les obstacles majeurs à la constitution d'un Front socialiste qui soit autre chose que la juxtaposition provisoire d'organisations politiques et syndicales. Bien sûr, c'est autour du programme et au travers d'actions menées en commun que ce Front trouvera son contenu. Mais comment réunir nos partenaires si les conditions de cette réunion ne sont pas remplies ? Au préalable, il est indispensable de faire sauter les dernières barrières, pour que le rassemblement soit. Trois garanties sont nécessaires :

La garantie d'unité, c'est-à-dire le refus de toute exclusive visant un parti qui se réclame du socialisme ou une organisation syndicale.

La garantie d'autonomie, dégageant le Front socialiste de toute allégeance à un Bloc, sans que cela porte atteinte à une nécessaire solidarité internationale.

La garantie de démocratie enfin, qui écarte le monopole — forme déguisée de l'exclusive — et instaure un climat de confiance entre partenaires.

On le voit, il serait faux d'assimiler ce pacte aux coalitions d'hier, pour la raison suffisante que cette proposition est étroitement liée à la politique du Parti. Nous ne nous adressons pas à n'importe quel allié, mais aux seules organisations des travailleurs ; nous ne leur proposons pas n'importe quel objectif mais la lutte pour le socialisme sur la base du programme de transition. Ainsi, la base sociale et la stratégie du Front lui donnent la cohésion sans laquelle il serait vain d'espérer bâtir une alliance durable.

Si le souci unitaire l'emporte sur toute autre préoccupation dans nos prochaines initiatives, ne peut-on craindre que le développement du Parti en souffre ? En fait, le contrat d'unité est le contraire de l'effacement du Parti puisque sa réussite suppose que le P.S.U. reprenne l'offensive, qu'il cesse de subir l'événement,

qu'il lutte aussi pour imposer ses vues. Car il est illusoire de penser que le Front socialiste se construira sans heurt ; au-delà du faux dilemme de tout céder ou de se cantonner dans une attitude agressive il y a de la place pour une politique où la critique puisse être développée dans le seul but de faire progresser l'unité.

Enfin, même si nos moyens sont limités, nous ne pouvons espérer les renforcer en tournant le dos à cette politique ou en renvoyant son application à plus tard. L'inaction ne ferait que nous affaiblir et de toute façon la bataille est déjà engagée. En revanche l'exemple de nos campagnes contre la guerre d'Algérie montre qu'une politique juste défendue avec acharnement apporte en fin de compte au Parti les moyens de poursuivre son action avec toujours plus d'efficacité. Préférons la dialectique de la renaissance à celle du déclin. Au lieu de céder à la fascination du pire, mieux vaut conjurer toutes nos énergies pour ce nouveau départ.

Denis Woronoff.

(Fédération de Paris, V^e section)

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 25 sept. au 1^{er} octobre

LE FANFARON

En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 25 sept. au 1^{er} octobre

**LE CUIRASSÉ
POTEMKINE**

de S. EISENSTEIN

Au même programme :

A BOUT DE SOUFFLE

de J.-L. GODARD

**TRIBUNE
Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 8, rue Jenner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :
Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

| | |
|----------------------|---------|
| 3 mois | 7,5 F |
| 6 mois | 15 F |
| 1 an | 28 F |
| Soutien | 50 F |
| Changement d'adresse | 0,50 F. |

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

« OBLOMOV » est un velléitaire. Il n'en finit pas de vouloir, sans jamais se résigner à pouvoir. Cette peinture d'un petit aristocrate russe du siècle passé, réfugié dans son lit comme dans une tour, Gontcharov l'a brochée sans s'arrêter à la clef qui expliquerait le personnage. On peut tout autant voir Oblomov prisonnier de sa petite enfance (ô Freud!), de son attitude (le philosophe), de son impuissance (encore Freud).

Mais « Oblomov » était un roman. C'est-à-dire que les digressions trouvaient autour de l'exposé central un prolongement naturel.

Dans l'adaptation théâtrale de Marcel Cuvelier, ce devient piétinement, lenteur, insistance. Il n'est jusqu'à la distribution qui ne soit cahotante. Marcel Cuvelier trône, et comme dans la cosmogonie religieuse du temps de Galilée où le monde s'ordonnait autour du pape, toute la distribution tourne autour de lui (1).

La Dame aux Camélias

« La Dame aux Camélias », revue et rectifiée pour Loleh Bellon, c'est Stendhal adapté par « Sélection du Reader's digest », une sélection de « gôche », puisque le chirurgien a surtout coupé les tirades mélo-tragiques pour rajouter quelques phrases bien senties à l'endroit des bourgeois, prises, dit-on, dans le romain.

Ceci dit, le mélodrame populaire, reflet naïf des vagues aspirations ou des clichés en usage dans les faubourgs, peut trouver des accents authentiques.

Le mélodrame vu par Dumas, fils ou non, conserve la désuétude dans laquelle le genre est tombé. Evidemment, Loleh Bellon donne de l'ampleur à Marguerite Gautier et c'était là le but de l'opération. Mise en scène habile de Jean Leuvrais, distribution équilibrée, à l'exception d'un Armand risible. Le seul peut-être à jouer « mélo ». Ce qui prouve bien... (2).

(1) Studio des Champs-Élysées.
(2) Sarah-Bernhardt.

E. Copfermann.

Livres

CHRISTIANISME ET RÉVOLUTION

C'EST en prison où il avait été envoyé en 1960 pour aide au F.L.N. que J.-B. Gerbe, professeur et ancien pasteur, a donné corps à l'idée d'un essai : « Christianisme et Révolution ou la trahison des églises », paru récemment aux Éditions du Scorpion dans la collection Alternance.

Il explique combien, souvent, les chrétiens sont mal christianisés et ont, en fait, pour devise : « Chacun pour soi et Dieu pour tous ». Il dénonce la collusion des églises — de toutes — avec les pouvoirs établis, oppresseurs. Il estime que si l'Église, pendant la Révolution de 1789, s'était insérée dans les événements « pour concourir à l'avènement d'une société qui serait transformée dans sa structure et dans sa mentalité », avec « la volonté de bâtir une société meilleure pour tous », alors peut-être la révolution bourgeoise eût-elle pu se transformer « en une révolution sociale, celle d'une République démocratique et socialiste ».

La critique n'est pas injurieuse. Elle est sévère. Il estime que croyants et athées doivent se rejoindre pour réaliser le « Royaume de Dieu sur la terre » de Jésus qui lui paraît ressembler comme un frère à la « Société sans classes » de Marx.

Au marxisme il reproche de condamner le fait religieux en bloc et de méconnaître ainsi le ferment révolutionnaire que recelle le christianisme. Il rappelle que c'est John Bull, prêtre anglais mis à mort le 15 juillet 1381, qui prêcha à Blackhead sur le thème : « Quand Adam labourait et qu'Eve filait, qui était gentilhomme ? » et que ce thème fut comme le chant des partisans de l'époque.

Chrétiens et marxistes auront profit à lire ce livre dont les 189 pages sont à la portée du militant le plus occupé.

Albert Roux

P. Derain, libraire, 128, rue Vauban, Lyon (6^e), vous l'envoiera franco contre 9,65 F à verser à son C.C.P. Lyon 798-36.

ENTRE DEUX FEUX...

● **COPLAN SORT SES GRIFFES**, de Paul Kenny. Cette fois le héros de Kenny opère à Venise où il est aux prises avec une organisation bulgare clandestine. De nombreux morts, bien sûr, mais aussi une belle partenaire... Éditions Fleuve Noir : 2,40 F.

● **NOTRE ABONNE DE HONG-KONG**, de Richard Caron. La curiosité insatiable d'un journaliste l'amènera à mener une enquête particulièrement périlleuse où il sauvera sa peau in extremis. Éditions Fleuve Noir : 2,40 F.

● **LE GRINGO**, de M.G. Braun. Le fameux colonel de la C.I.A. Giulio Cavassa est recherché pour trahison et meurtre. Son ami Glenn vole au secours de son ami qui s'est réfugié à Caracas. L'action se déroule en pleine révolution, et au nom de l'amitié, Glenn sauvera Cavassa. Éditions Fleuve Noir : 2,40 F.

● **M. SUZUKI FAIT LA PART DU FEU**, de J.-P. Conty. L'étonnant M. Suzuki découvre avec toujours autant d'humour quelques cadavres. Grâce à des déductions hardies et en prenant des risques incroyables, il réussira à démasquer l'Intouchable assassin. Éditions Fleuve Noir : 2,40 F.

Cinéma

“Le plus sauvage d'entre tous”



Brandon de Wilde et Paul Newman : combien de glass pour manger du lion ?

Les Oiseaux

Une bonne moitié du film est consacrée à narrer longuement, et de manière totalement inintéressante, les aventures d'une jeune personne snob. Ces aventures l'amènent dans une villa isolée de Bodega Bay, et le vrai film commence : les oiseaux se mettent à attaquer les humains. Là, on en a pour son argent : montage, truquages, dressages rejoignent des effets assez hallucinants. A la fin, les oiseaux restent maîtres du terrain : on en dira autant sur le plan de la critique du film. Voilà, comme il arrive souvent dans les films d'Hitchcock, une œuvre toute prête pour le travail charcutier d'un futur faiseur d'anthologie : il gardera les oiseaux, coupera le reste.

M. R.

Dragées au poivre

Le pastiche cinématographique est un genre dangereux ; il faut qu'il soit aussi cinématographique que l'original. Ici, ce n'est pas le cas. Baratier a filmé des sketches de cabaret, souvent drôles, d'ailleurs, mais qui perdent toute virulence dans la satire pour devenir quelque chose d'assez « chansonnier ». Guy Bedos se démente, Francis Blanche fait l'obligatoire numéro de touriste allemand, et le meilleur sketch est peut-être celui qui, se refusant à pasticher le cinéma vérité. Autrement ou West Side Story, ne parle pas de cinéma et montre un ancien champion de tennis, battu par un jeune, retourner verbalement la situation, au vestiaire, en parlant avec ce jeune. Après tout, le poivre qu'il y a dans une dragée n'est pas un condiment nécessaire à relever délicatement un plat : c'est une farce, simplement.

M. R.

HONORABLE STANISLAS

de Jean-Charles Dudrumet

Il faut beaucoup de talent à ce « Stanislas » pour se tirer honorablement de cette histoire d'espionnage grossièrement fauillée. En troquant la panoplie du héros de cape et d'épée contre le complet veston de l'agent secret (malgré lui), Jean Marris a eu le malheur de tomber sur un fabricant de prêt à porter. On ne casse ici que de la vaisselle et les cannes de billard. Pour le reste, M. Dudrumet emprunte à Bernard Borderie et à Willy Rozier. Whisky et « pépées » en moins : c'est dire si on est volé.

J.-J. V.

Revue de cinéma

A signaler les parutions récentes :

— Cinéma 63 qui contient, outre un texte historique sur Pearl White, un « dossier » fort intéressant sur Visconti et Le Guépard. On peut y lire des critiques portées sur le film par un critique communiste et la réponse de Visconti ; on y verra aussi l'avis du réalisateur communiste sur le débat en cours en U.R.S.S. à propos de la liberté de la culture et des rapports entre artistes et parti.

— Miroir du Cinéma, n° spécial 6-7 consacré à Cuba, Gatti et l'Otto Cristobal, avec abondance de textes et de photos. Miroir du Cinéma se rapproche de plus en plus du but qu'il s'est fixé : être une revue de combat, ne pas craindre l'engagement ni la « propagande ». Les animateurs, en majorité communistes, ne font nul mystère de leurs convictions, et le résultat est très intéressant.

— Midi-Minuit Fantastique, numéro consacré à l'actualité du fantastique. Comme souvent, la richesse de l'illustration compense le caractère un peu désordonné des textes. L'ensemble reste pourtant excitant, à condition, bien sûr, de ne pas être allergique à ce genre très spécialisé de cinéma.

M. R.

de Martin Ritt

Contrairement à la bande-annonce, la bagarre ne naît pas sur le passage de Ted Bannon (Paul Newman), c'est plutôt le désenchantement, la rage de se sentir rejeté par une communauté dont il n'épouse plus les intérêts, refuse les valeurs traditionnelles. Pour que ses poings se serrent, il faut d'ailleurs que notre bonhomme ait ingurgité force pintes de bière et rasades de whisky. Cette rage-là, il suffit d'une douche froide pour la faire tomber ; ce que semble comprendre dans les dernières scènes du film, le jeune John Bannon (Brandon de Wilde) après avoir trop présumé des sauvages vertus de son aïe.

Dépourillé de ses oripeaux freudiens, l'œuvre de Martin Ritt reste une intéressante reconstitution de la vie d'un groupe de propriétaires texans. C'est l'époque où les derricks chassent devant eux les réserves de bovins. Le conflit qui oppose le vieux ranchman (Melwyn Douglas) à son fils Ted, grand amateur de Cadillac est moins un conflit de générations qu'une prosaïque lutte d'intérêts. Quant à la fièvre aphteuse qui entraîne le massacre du troupeau familial, elle n'est que le symbole d'une fièvre aussi mortelle et plus radicale : celle de « l'or noir ». Avec elle, disparaîtra tout un mode de vie et de pensée cher au cœur des pionniers de la jeune Amérique.

Le massacre du bétail et les scènes qui suivent constituent la meilleure part d'un film empêtré jusque-là dans un pesant pathos. L'intrusion brutale des bulldozers, enfouissant en quelques minutes le fruit de vingt années de travail, c'est un peu la minute de vérité de Martin Ritt. Pour cette minute-ci, pour quelques autres encore, pour l'admirable photo de James Wong Howe, chef opérateur, « Le plus sauvage d'entre tous » mérite le déplacement.

J.-J. Vernon